



<http://cgt.drrip59.free.fr>

Lille, le 9 juillet 2015

Compte-Rendu du Comité Technique Local du 9/07/2015

Déclaration liminaire des élus CGT Finances Publiques au CTL DRFIP Nord du 9 juillet 2015

Le résultat du référendum grec démontre que les recettes appliquées un peu partout dans l'Union Européenne ne sont pas acceptées par les populations qui aspirent à d'autres politiques que celle de l'austérité. Ceci est d'abord un refus de l'austérité imposée au peuple grec depuis plus de cinq ans. Ce sont les travailleurs, les plus pauvres et les plus faibles qui font les frais de politiques inspirées par l'idéologie néo-libérale. Mais, il ne faut pas prendre ce vote pour ce qu'il n'est pas : le référendum ne portait ni sur l'appartenance à la zone euro, ni sur l'Union Européenne.

Les Grecs se sont exprimés en faveur d'une Europe plus solidaire, plus sociale, plus humaine, et surtout, plus démocratique. Ils ne conçoivent pas que leur destin soit dicté par des administrations qui composent la Troïka : la BCE, le FMI et la Commission Européenne, sans légitimité démocratique, et qui imposent même au parlement national des décisions. Surtout, ils ne conçoivent pas que ce soient les travailleurs, retraités, et le peuple tout entier qui paient pour les folies d'un système financier dérégulé et toujours plus avide.

La CGT Finances Publiques apporte son soutien au peuple grec dans son choix de dire NON et face aux tentatives de déstabilisations, au mépris et à la condescendance dont font preuve les médias et les principaux dirigeants européens à son encontre.

C'est dans ce contexte que la lettre de cadrage budgétaire du Ministère a été annoncée et le moins que l'on puisse dire c'est que cela ne renforce pas notre optimisme.

Les conséquences sont encore des suppressions d'emploi, et des fusions et fermetures de services. Dans la droite ligne de la démarche stratégique, la DGFIP continue sur les projets de restructuration du réseau, qui abîment le travail dont les conditions de vie deviennent insupportables pour les agents et qui dégradent toujours plus la qualité de notre service public. A ces suppressions d'emploi se superposent également les postes non pourvus. Si nous condamnons et dénonçons la politique de réduction des effectifs qui est menée depuis plusieurs années, il est anormal que les effectifs votés dans la Loi de Finances ne soient pas atteints, ce qui met encore plus à mal le bon fonctionnement des services publics.

Sur ce sujet de l'aménagement des structures et réseau, et pour en venir à la DRFIP Nord, nous tenons à redire notre opposition aux projets présentés ces dernières semaines. Nous y sommes opposés, mais surtout les élus et les usagers aussi !! La mobilisation autour de la trésorerie de Lannoy est, à ce titre, exemplaire. Pétitions des usagers, opposition des élus, délibération en conseil municipal, collègues déterminés : tous les voyants sont au rouge sur ce projet. Même la presse s'en fait largement l'écho. Et ce n'est pas un n-ième projet de la direction qui sera de nature à rassurer les collègues et les usagers. Il est urgent que la DRFIP abandonne ce projet, car si vous comptez sur une démobilisation lors de la période estivale, vous vous trompez : vendredi dernier, le 3 juillet, c'étaient plus d'une cinquantaine de collègues qui étaient rassemblés devant la trésorerie de Lannoy. Et cela continuera, aussi longtemps qu'il le faudra et à l'instar des grecs, nous pensons que d'autres solutions sont possibles.

Sur l'ordre du jour de comité technique, nous renverrons à la déclaration liminaire du CTL du 30 juin dernier pour les deux premiers points : en effet, sur la fusion des hôpitaux de Carvin et Seclin, vous nous présentez une nouvelle fois, le même document que lors du dernier CTL. Pas une modification, pas un seul élément porté par les représentants des personnels (ayant pourtant voté unanimement contre).

Sur le DUERP, avec les documents complets, nous confirmons évidemment les appréciations que nous

portions : clairement pas à la hauteur de la situation.

Enfin, sur le dernier point, et la présentation de CLIC 'ESI, le moins que l'on puisse dire, c'est que le terme de "simplifications", annoncé par la Direction générale pour ce nouveau process, n'est pas le bon.

ORDRE DU JOUR :

1. Fusion des hôpitaux de Seclin et de Carvin

Le premier point abordé est celui de la fusion des hôpitaux de Carvin et Seclin avec l'impact sur la trésorerie de Seclin qui devient le poste qui gérera cet hôpital fusionné.

Cette seconde présentation fait suite au vote unanimement contre des organisations syndicales lors du CTL du 30/06 concernant cette fusion.

La CGT dénonce qu'aucun changement quant aux documents présentés n'ait été fait par rapport à la précédente présentation du 30/06.

Lors du dernier CTL, la CGT avait mis l'accent sur le problème de l'emploi à la trésorerie de Seclin et les conséquences que cette fusion pouvait avoir sur la charge de travail des collègues.

L'administration répond que " nous n'avons pas à décider quoique ce soit sur cette fusion " étant donné que la fusion des hôpitaux a été décidée par l'agence régionale de santé.

La CGT a répondu qu'à tout le moins l'administration pouvait prendre en considération certains éléments des débats précédents et notamment le fait qu'il faudra prendre en compte cette nouvelle charge de travail lors des mouvements d'emplois.

Il est inacceptable qu'on nous resserve les mêmes documents sans en changer le moindre mot, sinon la CGT en tirera les conséquences lors des reconvoqueries futures.

L'administration indique que ce sujet «emplois» sera traité lors du dossier emplois de fin d'année.

La CGT vote contre.

2. DUERP-PAP 2015

La DRFIP Nord a enfin présenté le DUERP et le plan d'action de prévention. Ceux-ci ont été présentés au CHS-CT, et y ont recueilli un vote unanime contre en raison de l'absence de campagne pour cette année avec seulement la mise à jour du DUERP, du retard dans la réalisation de la démarche, du manque de moyens (matériel et humain), de la mise en œuvre dans la réalisation des actions et pas de véritable prise en charge de la problématique des risques psychosociaux.

Après la mise à jour effectuée dans le cadre de la campagne 2014-2015, le DUERP 2014/2015 contient 3 839 lignes codifiées comme suit : 31 en risque A, 1829 risque B, 1668 risque C, 267 risque D et 44 pas de risque.

Le PAP 2014/2015 comprend les 142 risques du PAP 2013/2014 non traités à ce jour, ainsi que 60 des 126 nouvelles lignes cotées par le groupe de Travail.

Les principales mesures de prévention proposées par la Direction sont essentiellement organisationnelles (80 mesures), humaines (formation) ou techniques (travaux de mise en sécurité).

Pour la CGT, ce plan n'est pas à la hauteur des enjeux et de la situation des services aujourd'hui. Au-delà des aspects déjà développés lors des différentes instances (manque de moyens), la CGT a insisté sur le caractère partiel de cet exercice de mise à jour qui repose essentiellement sur le DUERP 2013-2014. Celui-ci avait fait l'objet de nombreux déclassement par le DRFIP de l'époque.

La CGT a surtout insisté sur le prochain exercice qui commencera en septembre prochain. Les collègues devront être informés de toutes les actions de prévention menées dans le cadre du DUERP-PAP et service par service.

3. CLIC'ESI

Clic'ESI = Courrier Local Industrialisé et Centralisé en Établissement de Services Informatiques.

La Direction a présenté ce nouveau dispositif : Le projet " CLIC'ESI " doit permettre de traiter en filière industrielle, dans un établissement de services informatiques (ESI), le courrier égrené actuellement édité, mis sous pli et affranchi dans les services.

Une première expérimentation a été menée d'octobre 2013 à juin 2014 avec trois directions (DRFIP 59 et 75, DDFIP 36) et trois ESI (Lille, Montreuil, Limoges).

Le projet a été validé au cours de l'été 2014. L'installation des logiciels s'effectuera de manière automatique sur le poste du travail.

Pour l'agent utilisateur, CLIC'ESI se traduit par l'ajout d'une imprimante supplémentaire sur son poste de travail. Cette nouvelle imprimante n'est pas l'imprimante par défaut. L'utilisateur conserve la possibilité de faire des impressions localement lorsque nécessaire. L'outil de suivi permet de savoir à quel stade de traitement se trouve le courrier.

La CGT s'étonne de la mise en place rapide de cette application alors même que se pose la question des courriers éligibles (tous les courriers validés dans PEGASE ne peuvent pas être utilisés). De plus, on passe d'une expérimentation ayant trait à 350 courriers à un déploiement de l'application. La direction indique qu'elle va bientôt (?) faire la liste des courriers éligibles. **Il est temps !!!**

La CGT a demandé à ce que soit précisé le fait que les imprimés validés dans la base Pégase ne sont pas obligatoirement éligibles à Clic'Esi.

La CGT pose la question du retour des courriers NPAI. D'après la direction, il ne devrait pas y avoir de changements par rapport à l'envoi du courrier actuel. **Espérons !!!** Il faut savoir que le centre d'édition des courriers sera l'ESI de Limoges. Concernant le délai, l'administration indique que le délai maximum de distribution était à J+2.

Questions diverses

Concernant les projets de restructurations, et notamment la trésorerie de Lannoy, la DRFIP du Nord précise qu'actuellement, elle se trouve dans une phase de discussion et qu'elle fait remonter les différentes réactions (organisation syndicales, élus, usagers...) à la DG et au ministère. Ce sera à ce niveau que les décisions se prendront. Mais la direction locale indique qu'elle maintient de son côté son projet de suppressions des 3 trésoreries et qu'elle l'adapte en fonction des situations qui se présentent. D'après elle, la direction est à "l'écoute". **La CGT regrette que l'écoute de la direction soit plus que sélective. Elle n'entend pas les collègues, les usagers et les élus !!!**

Concernant le refus de tenue de la HMI du 03/07 à Lannoy, et malgré l'interdiction de celle-ci à cause de soi-disant problèmes de sécurité des agents (il aurait fallu faire la HMI de Lannoy à Roubaix), **la CGT a pris toutes ces responsabilités quant à l'organisation de cette journée d'action. Le rassemblement a été une grande réussite avec la présence de nombreux collègues et élus. La presse s'en est fait l'écho. La CGT indique qu'elle ne lâchera rien et que la DRFIP doit appréhender ce problème avec une approche différente. Il est incohérent de fermer ce poste pour concentrer l'accueil sur le site du CFP de Roubaix.**

La CGT indique que la problématique de l'accueil concerne également la Cité administrative (locaux inadaptés, problème d'imprimante défectueuse, problème de sécurité,...) d'autant plus avec les projets de transfert du recouvrement de La Madeleine et St-André. Elle invite le nouveau directeur à venir s'en rendre compte par lui-même.

Par ailleurs, la direction propose pour la rentrée la tenue de 2 groupes de travail distincts :

- l'un sur le travail à distance (pour l'administration, il s'agit d'équilibrer les charges de travail par rapport aux emplois)
- l'autre sur l'outil de répartition des emplois (il s'agirait d'une "réflexion sur la méthode" afin que le "comment" de la répartition des emplois soient mieux compris)

La CGT demande ce qu'il en est des apprentis à la DRFIP Nord : quelle qualification sera développée ? quel niveau d'étude sera requis ? quel sera le rôle du maître de stage ? Car cela devait être présenté au CTL et avant le 1^{er} septembre.

La direction répond qu'actuellement elle ne prendra des apprentis que pour 1 an maximum, ce qui sous-entend que c'est au niveau de la licence professionnelle. Mais elle est en attente de l'abondement du budget par la DG. De plus, à ce jour, il n'y a aucune candidature.

La CGT sera vigilante quant au maître de stage car au vu de l'état actuel des effectifs, il sera difficile d'être maître de stage. De plus, il n'est pas question que ce dispositif serve de nouvelle voie de recrutement hors concours.

Enfin, la DRFIP nous a informé d'un problème de sécurité incendie sur le site de Kennedy. Depuis mardi (7 juillet) 16h, le système d'alerte incendie est hors-service (carte mère du système grillée). Le système de détection fonctionne mais pas les éléments d'alerte (sirènes, fermeture des portes coupe-feu). La réparation est prévue pour le mercredi 15 juillet.

La DRFIP a pris un certain nombre de mesures : renfort d'un pompier supplémentaire, surveillance accrue, portes coupe-feu fermées, travaux reportés, pas de friture pour le restaurant administratif...

Pour la CGT, il est incompréhensible que le délai de réparation soit aussi long, surtout pour un Immeuble Grande Hauteur.